



Handicap

**De la formation à l'emploi :
un parcours semé d'embûches**

À Schillick le tram à nouveau sur les rails

Trois tracés sont en concurrence pour ramener le tramway au centre de la Cité des brasseurs. Ils obligeront à repenser la circulation automobile.

Et si cette fois c'était la bonne ? Le tramway était à nouveau au centre des débats des élections municipales à Schiltigheim. En 2013, ce projet était passé à deux doigts de devenir réalité avant d'être abandonné l'année suivante, en raison de difficultés financières de l'Eurométropole. Six ans plus tard, le revoilà sur les rails. L'Eurométropole de Strasbourg a lancé en janvier dernier un appel d'offre portant sur la création d'une « *branche supplémentaire du tramway vers la route de Brumath* ». Trois tracés sont mis à l'étude par l'EMS. Ils ont pour point commun de relier Schiltigheim au centre de Strasbourg via la place de Haguenau. La première variante suivrait la route du Général de Gaulle au moins jusqu'à la cité des Écrivains ; la deuxième remonterait la route de Bischwiller en passant devant la mairie. La troisième, sorte d'hybride, commencerait, là aussi, route de Bischwiller, bifurquerait rue de Wissembourg puis rejoindrait la cité des Écrivains

Desservir la brasserie Fischer

« C'est une question d'équité de traitement des territoires. Le sud de Strasbourg est équipé, il n'y a pas de raison que le nord ne le soit pas », a martelé le maire sortant de Schiltigheim, Danielle Dambach (EELV), au cours de sa campagne. D'autant plus que la ville se transforme à grande vitesse. Au sud de la commune, là où se tenait jusqu'en 2009 la brasserie Fischer, plus de 600 logements et un multiplexe sont en construction.

Avec ses huit salles, il ne cible pas uniquement la trentaine de milliers de personnes qui peuplent Schillick. « Il faut que la



notamment que les habitants de la cité des Écrivains soient efficacement reliés au centre-ville et à la médiathèque. » À l'inverse, certains opposants au tramway, à l'image de Christian Ball, candidat LR aux municipales, craignent que celui-ci accentue le côté dortoir de Schiltigheim. Pour lui, « le passage du

32 000

habitants à Schiltigheim dont 6 000 à la cité des Écrivains.

■ La route de Bischwiller serait concernée par les tracés 2 et 3.

zone soit desservie par le tramway, insiste Danielle Dambach. Le quartier Fischer va drainer du monde. » Il s'agit aussi d'améliorer les transports dans le nord de Schiltigheim, fréquemment bondés aux heures de pointe. « Le matin certains usagers sont obligés de laisser passer deux à trois bus avant de pouvoir prendre un », ajoute-t-elle. Enfin, le quartier classé ZUS de la cité des Écrivains change de visage. Un programme de rénovation urbaine, en partie financé par l'État, y a été lancé l'année dernière. Une remise à neuf qui, pour la première magistrate, justifie le tracé route du Général de Gaulle : « Avec ces travaux la population va augmenter et c'est un axe qui est déjà très emprunté. La ligne L6 a déjà quatre fois plus d'usagers que celle qui dessert la Robertsau », soutient-elle.

La revitalisation du centre-ville constitue l'objectif prioritaire des partisans du tracé route de Bischwiller. « Aujourd'hui, Schiltigheim est juste une ville dortoir, les gens sont tous tournés vers Strasbourg », explique Louisa Krause, présidente de l'association Col'Shick, militant pour la troisième version du tracé. Nous voulons rééquilibrer ça, que les gens soient plus tournés vers Schillick. Il faut

tram à l'ouest aura des répercussions sur la clientèle des commerces de proximité ».

Un impact sur l'automobile

Dans tous les cas, impossible de faire passer le tramway sans impacter la circulation automobile. La route de Bischwiller comme celle du Général de Gaulle semblent trop étroites pour qu'on puisse imaginer y conserver une circulation dans les deux sens sur la totalité du tracé. D'autant que ces artères sont soumises à des flux importants. Une enquête du SIRAC datée de 2017 révélait que 15 000 voitures en moyenne empruntaient chaque jour la route de Bischwiller et 14 000 celle du Général de Gaulle. Si une de ces voies est occupée par un tramway, il est sûr que des flux devront être détournés. De quoi inquiéter les habitants au sujet des stationnements : « On arrive déjà pas à se garer aujourd'hui, alors imaginez », maugrée un Schillickois. Parking silo, report de la circulation sur des rues transversales, des solutions apparaissent déjà pour pallier les effets d'un éventuel tramway. Faut-il encore que, cette fois-ci, le projet voie le jour.

Lucas Lassalle



Lucas Lassalle / CUEJ

Au Neuhof, les associations font service public

L'Agate, Cité santé et la solidarité des habitants compensent la fermeture pour inondation de la Maison France Services depuis fin janvier.

Au Neuhof, la politique de mutualisation des services publics prend l'eau. Fin janvier, la Maison France Services (MFS), l'une des premières lancées sur le territoire national, a dû être fermée pour cause d'inondation. Le bâtiment abrite, au 3 rue de Hautefort, la Poste, l'Assurance maladie (CPAM), la Caisse d'allocations familiales (CAF) et Pôle emploi. Au début de l'année, elle a remplacé la Maison de services au public (MSAP), inaugurée en 2017, qui répondait aux mêmes besoins. En attendant la réouverture, dont la date est encore inconnue, les habitants doivent trouver des alternatives. Une situation que déplore Choumicha Bijou, qui habite le même immeuble depuis 1988: «*Franchement, c'est triste, ça manque la Poste.*» Peu à l'aise avec le numérique, elle doit se rendre aux bureaux de la Meinau ou du Stockfeld pour réaliser ses démarches: «*Je ne connais pas l'ordinateur, quand j'ai besoin de papiers, le France Services le fait à ma place.*»

Les associations en relais du service public

Pour autant, les habitants du quartier ne sont pas désorientés. Le Neuhof bénéficie d'un important tissu associatif antérieur à l'implantation de la MSAP, qui va de l'Association de gestion des ateliers du Neuhof (Agate) au Centre socio-culturel. Depuis plusieurs années, ces associations initialement tournées vers les loisirs, à l'image de la fête du Neuhof animée par l'Agate, ont vu leurs activités évoluer. De plus en plus de personnes y viennent pour leurs demandes d'Aide personnalisée au logement (APL) ou leur déclaration d'impôts... Malgré l'absence de formation des bénévoles, l'Agate a pris à bras le corps cette question des services publics. Ses pétitions ont d'ailleurs contribué à l'implantation de la MSAP du Neuhof.

Sylvain Girbot, président de l'association passe aujourd'hui une bonne partie de ses journées au téléphone à régler les dossiers que lui apportent, sur rendez-vous, les habitants du quartier. Il témoigne de cette évolution: «*Notre rôle c'est d'être sur le terrain, mais ces dernières années on est plus à l'intérieur qu'à l'extérieur.*» Les chiffres avancés par le bénévole l'attestent: l'Agate a reçu 7 000 personnes à sa permanence en 2019. Elles n'étaient que 1 400 en 2015. Au Centre socio-culturel, cette nouvelle fonction a été récemment officialisée avec l'arrivée d'une borne CAF, censée compenser la fermeture d'une permanence des allocations familiales, rue de Mâcon, en 2014.

L'Agathe en dernier recours

Aujourd'hui, la fermeture provisoire de la MFS laisse à nouveau ces associations esseulées face aux besoins des Neuhofois. Mais au fond, cela ne change pas le quotidien de «*Madame Pascale*» - comme on appelle cette écrivaine publique dans le quartier - dont l'agenda est surchargé. Elle accueille, certains jours, plus de 15 personnes dans son petit bureau de la Maison de santé du Neuhof. Depuis 2017, elle travaille avec d'autres intervenants sociaux pour Cité santé Neuhof, une association créée en 2013 en vue de pallier les inégalités d'accès aux soins dans le quartier. Elle est considérée comme la «*spécialiste CMU (Couverture maladie universelle) du quartier*» bien que ses activités soient multiples: rédaction de lettres recommandées, animation d'ateliers numériques...

Bénéficiaires des minima sociaux, personnes âgées, d'origine étrangère ou maîtrisant mal le français, analphabètes... Beaucoup cumulent ces handicaps ou des difficultés et ne peuvent accéder à leurs

16 800

nombre d'habitants dans le quartier prioritaire de la ville Neuhof-Meinau.

1988

création de l'association Agate.

■ *La Maison de services au public a été labellisée Maison France Services, le 2 janvier 2020.*

droits qu'au terme d'une prise en charge spécialisée. Dans un autre registre, l'Agate se présente comme le dernier recours par Nathalie Valenti. Elle a rendez-vous avec sa fille afin de régler un contentieux avec Ophéa, le bailleur social: «*On y va rarement, seulement quand on n'y arrive plus.*» Elle sait qu'ici, peu importe la complexité du dossier, elle obtiendra une réponse, ou à défaut, un conseil humain. Elle pointe ainsi l'une des limites de la MFS, dont le champ de compétences des salariés est restreint à certaines tâches d'accompagnement administratif.

Malgré un manque criant de moyens, ce microcosme associatif tient bon. Lorsqu'on demande à Sylvain Girbot la clé de cette réussite, la réponse fuse: «*Heureusement que dans le quartier le mot solidarité existe*», sourit-il. C'est cette solidarité qui inspire Choumicha Bijou: «*Le Neuhof je l'aime trop. Les problèmes de services publics, ils existent. Mais des problèmes, ça se trouve dans le monde entier. On a tout ici.*»

**Enzo Dubesset
Lucas Jacque**



Lucas Jacque / CUEJ

Séduits par le burlesque

L'effeuillage sur scène tente un nombre croissant de femmes qui voient dans cet art un moyen d'assumer leur corps et de combattre les stéréotypes de la beauté.

Sensuelle, l'effeuilleuse retire son corset recouvert de plumes multicolores. Elle le jette à quelques mètres d'elle, puis danse lascivement sur la scène. La musique est langoureuse, les projecteurs ne la lâchent pas. Pendant une dizaine de minutes, elle retire lentement mais sûrement le reste de ses habits jusqu'à n'être plus que vêtue d'une culotte en fine dentelle et de cache-tétons. Cet effeuillage a été applaudi durant le Strasbourg Burlesque Festival du 20 au 23 février à l'Espace K. Pendant quatre jours, 38 artistes, dont cinq hommes, ont présenté leurs numéros manipulant du feu ou encore faisant virevolter des cerceaux.

L'art d'exprimer sa sensualité

L'organisatrice de l'événement, Pearly Poppet, définit cette pratique comme « *l'art d'exprimer sa propre sensualité* ». Le principe est simple : se dénuder. Mais ce qui importe, c'est la façon dont on le fait car « *ce qui est intéressant, c'est la séduction* ». L'effeuillage se distingue du striptease par son univers hyper stylisé qui mêle danse, cirque et mode rétro. Les costumes, le maquillage, la mise en scène font l'objet d'un travail méticuleux pour subjugué le spectateur.

Cette deuxième édition du festival a été un succès puisqu'il s'est joué à guichet fermé tous les soirs. Popularisée en 2010 par le film *Tournée*, comédie dramatique de Mathieu Amalric qui suit une troupe d'effeuilleuses, la discipline a ensuite conquis la capitale alsacienne. La proximité avec l'Allemagne, où règne la culture du cabaret, a sans doute joué. En une décennie, une école, un magasin et des spectacles burlesques ont éclos à Strasbourg. Ce développement d'une scène strasbourgeoise est porté par des femmes, en particulier pour l'effeuillage. D'après Pearly Poppet, « *beaucoup d'entre-elles commencent après une maladie, une agression physique ou*



Manon Lombart-Brunel / CUEJ

un accouchement ». Il permet de se réapproprier son corps, comme une forme « *d'art-thérapie* ». L'idée, c'est tout simplement de se mettre à nu pour prendre confiance en soi.

Une valorisation du corps

À Strasbourg, toute débutante fait ses premières armes à La Clandestine, une école située à la Meinau qui enseigne cet art en cours du soir. La professeure, Claire, alias Luna Moka, l'atteste : en pratiquant l'effeuillage, certaines femmes se transforment. La plupart de ses élèves ont eu le déclic après avoir applaudi un spectacle à Strasbourg. Parmi elles, il y a Sandra qui a vu dans le burlesque une occasion de faire la paix avec son corps. Sa camarade Méline, employée de commerce, explique : « *Je suis une ancienne bouboule et j'avais besoin de m'accepter. Ici il y a zéro complexe.* » Car l'objectif c'est aussi de valoriser des corps différents des standards des magazines de beauté.

« *On peut être mis en lumière même si on n'a pas de seins, si on a de la cellulite, si on n'est pas épilée ou même si on est*

■ **Pearly Poppet et Champagne Mademoiselle organisent le festival depuis 2018.**

2016

Ouverture de l'école La Clandestine.

2

écoles de danse burlesque à Strasbourg.

anorexique », affirme Pearly Poppet. C'est ce qui a convaincu Elodie, fière de ses rondeurs, qui devient Lila Flamingo sur scène : « *J'ai envie de représenter toutes les silhouettes, de me libérer de mes carcans. L'effeuillage c'est féministe.* » Malgré tout, cette ingénieure ne se sent pas encore prête à assumer sa passion auprès de son employeur qui pense qu'elle pratique le cabaret. La Big Bertha, elle, ne se cache pas : « *Je veux montrer qu'on peut se foutre à poil même si on est gros!* » Cet ancien rugbyman pratique le Draglesque, contraction entre drag-queen et burlesque. Habillé en femme, il se dénude sur scène et affirme que les hommes aussi peuvent s'effeuiller. Bien que minoritaires, ils sont toujours plus nombreux à se lancer dans la discipline.

Pour faire face à une demande en hausse, une nouvelle classe d'effeuillage burlesque ouvrira dans les prochains mois au centre-ville de Strasbourg. Les cours seront donnés au sein de la Vertical Academy, une école de pole dance ouverte il y a tout juste un an.

Juliette Jonas

Le Shadok bat de l'aile

Statut inadapté, direction absente : l'espace municipal dédié à la culture numérique créé en 2015 est en attente d'un second souffle.

Pour la dixième Indie Game Night au Shadok, une foule de geeks s'est massée à la presqu'île André Malraux ce jeudi 20 février. L'objectif de la soirée: une rencontre avec des créateurs de jeux vidéo indépendants du Grand Est. L'événement attire et semble confirmer la réussite de ce tiers-lieu qui s'était fixé pour objectif d'être un « lieu de découverte, d'expérimentation et de partage autour des cultures numériques », selon son site Internet. Depuis sa création en 2015, la structure a pour optique de sensibiliser tous les publics au numérique. Pour cela, elle propose une multitude d'outils: salle d'expo et de conférences, imprimante 3D, atelier d'artistes, espace de coworking... Des équipements mis à disposition dans le môle Seegmuller, au bord du bassin d'Austerlitz.

Aujourd'hui, c'est un bateau à la dérive qui occupe l'ancien bâtiment portuaire. Dès l'entrée, le visiteur est déconcerté par un café fermé d'un rideau en acier. Au premier étage, une exposition photo de l'artiste strasbourgeois Pierre Frigeni finit de dérouter. Le lien entre des images de friches industrielles et le numérique est loin d'être évident. Un manque de concordance qui s'explique

Tiers-lieu

Environnement social situé hors du domicile et de l'entreprise. La notion englobe les nouveaux espaces de travail (télétravail ou coworking).

■ **Antoine Latour présente au Shadok son jeu vidéo Bomb club lors de l'Indie Game Night, le 20 février 2020.**

peut-être par le fait qu'il n'y a plus de capitaine à la barre du Shadok. En septembre 2018, la première directrice du Shadok, Géraldine Farage, quitte ses fonctions pour le Pôle Pixel à Villeurbanne. Après huit mois sans direction, les salariés voient arriver, en mai 2019, Nicolas D'Ascenzio. Jusqu'alors il a dirigé le Bliiida à Metz, un tiers-lieu dédié à l'innovation, et a contribué à la réussite de cette structure. Mais depuis l'automne dernier, Nicolas D'Ascenzio est parti en arrêt maladie. Selon Antoine*, un ancien employé du Shadok, l'absence de direction a pesé sur le moral de l'équipe.

Baisse de loyer des espaces de coworking

Le lieu souffrirait aussi d'un statut inadapté. Le Shadok est géré en régie directe par la Ville, synonyme d'une certaine lourdeur administrative. En comparaison, le performant tiers-lieu Bliiida de Metz, ou encore le Pôle Pixel de Villeurbanne, sont pilotés par des associations. « Quand j'avais besoin de matériel, je devais faire trois devis différents, les envoyer à la compta, et ça mettait deux, trois mois », témoigne Antoine. L'espace de coworking a, semble-t-il, également du mal à trouver ses marques dans cette organisation. L'aménagement non optimum des bureaux s'est traduit par une baisse des loyers, à la grande satisfaction des usagers. Bien loin des 176 euros pour les entreprises et des 126 euros pour les associations initialement envisagés, la location d'un



office coûtera 50 euros par mois pour l'année 2020.

Ces dysfonctionnements font du Shadok un point de controverse. L'opposition s'en est d'ailleurs servie pour attaquer le candidat LREM à la mairie, Alain Fontanel, ex-premier adjoint à l'initiative du projet. Guillaume Libsig, colistier de la candidate écologiste Jeanne Barseghian, est un spécialiste du développement de projets culturels. Il estime que la conception même du Shadok laisse à désirer: « C'est un lieu qui a été pensé comme une vitrine, comme un musée avec une boutique à la sortie, et pas du tout comme un lieu de création. » Contactés, la mairie de Strasbourg, Nicolas D'Ascenzio et la direction de campagne du candidat Alain Fontanel n'ont pas répondu à nos sollicitations.

Un avenir en question

Sans réelle direction actuelle, la maison du numérique de Strasbourg est dans une période de transition. Sur sa page Facebook, le Shadok annonce trois événements jusqu'à mi-avril. Le nouveau maire de Strasbourg devra lui fixer un nouveau cap. Peut-être une chance pour ce lieu d'être enfin défini comme un espace au service des citoyens, pour qui le numérique reste parfois méconnu malgré un impact grandissant dans la vie quotidienne.

Héloïse Décarre

*Le prénom a été modifié





Julien Lecot / CUEJ

Les Chibanis à l'épreuve du temps

Après la Seconde Guerre mondiale, la France a invité des millions de Nord-Africains à travailler dans l'Hexagone. L'histoire de ces immigrés reste méconnue.

On boit du café, je viens ici pour discuter avec ces messieurs qui me cassent la tête ! », s'exclame, rieur, Mohammed. Tous les matins, Lahcen, Mohammed, Yannick et Diari, immigrés marocains à la retraite, se retrouvent à la cafétéria bon marché d'Ikea à Cronenbourg. Ensemble, ils passent le temps et tuent la solitude.

Ces septuagénaires d'origine marocaine sont des « Chibanis » (« vieil homme » ou « cheveux blancs » en arabe). Ils font partie des trois millions d'immigrés que les industriels français ont recrutés après la Seconde Guerre mondiale afin de pallier la pénurie de main d'œuvre. Seule condition pour obtenir un contrat de travail dans le textile, le bâtiment, la briqueterie ou encore la métallurgie : être en bonne santé. Yannick se rappelle des visites médicales à Casablanca : « On regardait nos yeux, nos dents, comme si on allait à l'abattoir chercher des bêtes. »

Algériens, Marocains et Tunisiens sont arrivés en métropole dans l'espoir de travailler et d'envoyer de quoi nourrir leur famille, restée au pays. « Au début on est juste venu pour amasser de l'argent et repartir chez nous », précise Lahcen. Au final, comme lui, 500 000 travailleurs étrangers sont restés en France, selon le ministère de l'Intérieur. Yannick se souvient dans les moindres détails de son

■ **Mohammed, Lahcen, Yannick et Diari ont vécu les mêmes épreuves : l'exil, la précarité, et la solitude.**

périple depuis Casablanca jusqu'à Ajaccio en 1965. Une longue semaine de voyage, en train, bateau et avion. Après avoir travaillé cinq ans en Corse, il raconte, amusé, son arrivée à Strasbourg : « Quand je suis sorti de la gare le 27 janvier 1970, j'ai reçu une gifle de froid ! À cette époque, il y avait encore des charrettes tirées par des chevaux pour distribuer du lait, rue de Mulhouse au Neudorf ! » En plus de la météo peu clémente et des conditions de travail difficiles, certains Français, marqués par le drame algérien des années 1950, sont longtemps restés méfiants face à ces nouveaux arrivants, explique-t-il.

Souvenirs individuels, mémoire collective

Yannick se rappelle avoir « dormi sous les ponts quelques nuits » après son arrivée à Strasbourg. Il a finalement trouvé un emploi comme ouvrier au Port du Rhin et une chambre individuelle dans un foyer pour travailleurs immigrés à Schiltigheim. Fouillant dans une petite enveloppe qui contient quelques photos et des articles de presse, il présente fièrement sa Carte d'identité professionnelle, tamponnée en 1971 par les Laminaires de Strasbourg.

Mohammed, 73 ans, n'a pas eu le même « confort » : « On habitait dans un bungalow, les toilettes étaient dehors, on prenait notre douche une fois par semaine. » Les

conditions de travail étaient tout aussi difficiles : « Dans le bâtiment, on travaillait 12 à 14 heures par jour, dans le froid. C'était une catastrophe ! Le travail qu'on avait, les jeunes d'aujourd'hui n'arriveraient pas à le faire. »

Les souvenirs sont précis, la mémoire orale est vive, mais qu'en restera-t-il quand les Chibanis ne seront plus là ? Mustapha El Hamdani, fondateur de l'association Calima (Coordination alsacienne de l'immigration maghrébine), regrette le faible engagement des élus locaux sur le sujet. Il a proposé de créer à Strasbourg un centre de documentation sur l'immigration et un espace de partage intergénérationnel afin que les Chibanis transmettent leur histoire « autour d'un thé ou d'un café ». Mais ce projet n'a pas vu le jour.

Unique salarié de l'association, Mustapha El Hamdani organise des expositions photographiques dans la capitale alsacienne et réalise des portraits vidéo de Chibanis. « C'est une richesse en train de partir, et on ne s'en rend même pas compte, explique-t-il. À leurs yeux, on a volé leur jeunesse, leur histoire, leur mémoire et même leur famille. »

Des récits de vie que l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV) tente également de conserver en réalisant l'exposition *De l'immigré au Chibani*. Aux côtés d'historiens et de l'association Aléos, une structure qui gère des foyers de migrants, l'ORIV a recueilli pendant six ans des témoignages de Chibanis à Mulhouse. Itinérante, l'exposition se balade depuis 2017 de ville en ville, principalement dans la région Grand Est.

« Ça n'était pas possible de perdre cette mémoire, ces parcours de vie qui ne sont pas connus, pas valorisés, explique Martine Thiébaud, assistante de projet. Il faut reconnaître leur contribution à la société française. » Souvent couplé à des conférences et des débats, le projet a aussi pour but de sensibiliser les plus jeunes et de lutter contre les discriminations.

Un projet porté à l'Assemblée nationale

En 2013, trente députés multipartites se sont penchés sur la situation des travailleurs immigrés âgés. Le rapport d'information rédigé par Alexis Bachelay, ex-député socialiste, souligne plusieurs problèmes : « faibles pensions de retraite », « santé précaire », « solitude et isolement », mais aussi « manque de reconnaissance ».

Trois lois en sont issues pour faciliter l'acquisition de la nationalité, le retour au pays et l'accès à la sécurité sociale, le tout sous de multiples conditions. En revanche, rien n'a été mis en place au niveau national pour rappeler l'histoire des Chibanis, au grand regret d'Alexis Bachelay : « La mémoire de ces populations, c'est le plus important, estime-t-il. Depuis une trentaine d'années, l'immigration est devenue quelque chose de maudit, synonyme de problèmes. C'est important de réinscrire ces immigrés dans un récit national dont ils ont été exclus, voire stigmatisés. »

Pourtant plusieurs propositions du rapport traitent de la mémoire des Chibanis. On y trouve notamment la création de « Journées européennes du patrimoine de l'immigration » ou encore l'augmentation de crédits alloués à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à Paris.

**Inès Guiza
Julien Lecot**



1945

Ordonnance sur l'entrée et le séjour des étrangers en France.



1976

Décret sur la fin de l'immigration des travailleurs qui rend légale l'installation, en France, de leur famille.



1980

Loi Bonnet, rendant plus strictes les conditions d'entrée sur le territoire.



2014

L'accès à la nationalité est facilitée pour les Chibanis.

« Si on l'écoute, c'est lui la victime »

En février au tribunal de grande instance de Strasbourg, plusieurs prévenus se sont positionnés en victimes. Un mélange des genres qui n'a pas convaincu les juges.

Regardez, il me manque la moitié de la barbe.» Jugé pour violences conjugales le 19 février, Laurent L., 48 ans, accuse les policiers. Ils l'auraient violemment attrapé au visage lors de son interpellation. Déjà condamné quatre fois pour les mêmes faits, il incrimine ensuite son ex-conjointe. Elle aurait comploté pour le faire plonger : « Vous allez vraiment croire une femme qui a fait cinq ans de psychiatrie ? » Face au président de l'audience correctionnelle Jérôme Lizet, un brin dubitatif, le prévenu, qui assure seul sa défense, tente, difficilement, de se dédouaner. « C'est peut-être de la faute des deux », concède-t-il finalement pour tenter de justifier ses comportements violents. Le magistrat tique : « C'est plutôt de la faute de celui qui frappe ? » « Ou de celui qui cherche ! » réplique aussi sec le prévenu. Cette contre-attaque n'a pas convaincu Aline Klein, la procureure : « Si on l'écoute, c'est lui la victime. » Face aux réquisitions, Laurent L. affirme : « Seul Dieu est juge. » En l'espèce pas vraiment, puisqu'il écope d'une peine de dix mois d'emprisonnement ferme.

Lui ne nie pas les faits. Lorsqu'il agresse au couteau trois pompiers venus à son domicile de Schiltigheim, Rodrigo V., 24 ans, a bu cocktail, prosecco et plusieurs bières. Et cumule 0,71 mg d'alcool par litre d'air expiré. « J'ai fait un black-out, j'étais dans un état second, c'est très flou », se défend le jeune homme déjà condamné pour violences conjugales. Il se voit coupable mais aussi victime de ses addictions : « Vous avez l'air intelligent monsieur, mais l'alcool et l'usage de stupéfiants ne sont pas des circonstances atténuantes mais bien aggravantes », le tance la procureure Aline Klein. Rodrigo V. est condamné à 18 mois de prison ferme.

S'il n'est pas rare de croiser des victimes de conspirations ou d'addictions en tout genre, il est tout de même moins fréquent de rencontrer des victimes... de la mode. À l'image d'Abdelmouala K. Le 27 septembre, lors d'un contrôle dans le tram, les agents découvrent sur le jeune homme de 24 ans un couteau à cran d'arrêt. Une arme interdite, comme le rappelle la présidente Isabelle Karolak à l'assistance. « J'étais habillé en gris alors j'ai mis une sacoche grise. Il se trouve que mon couteau de collection était dans la sacoche », argumente le prévenu, déjà condamné pour vol à main armée. Il renchérit : « Je l'avais pour un pique-nique, c'est un couteau spécial. » « Et vous utilisez votre couteau de collection pour un pique-nique ? », s'enquiert la présidente. « Oui, vous pouvez vérifier, il restait des bouts de viande dans ma sacoche. » Il n'y coupera pas : la justice le condamne à trois mois de prison ferme.

**Jeanne de Butler
Manon Lombart-Brunel**



Pour la retraite, retour au lycée

Patrick fait partie des 5% de retraités français âgés de 65 à 74 ans à avoir repris le chemin de l'emploi (1). Lorsqu'il part à la retraite en 2005, cet ancien chauffeur de car ne reste pas longtemps inactif.

Depuis janvier 2019, deux fois par semaine, le Schilikois de 72 ans fait 40 minutes de route pour rejoindre le lycée professionnel Schattenmann à Bouxwiller. Il est agent d'entretien à temps partiel, pour 536 euros par mois.

Installer une prise, réparer un volet roulant ou changer le pneu d'un vélo... Avec une pension de 1 200 euros, retravailler est devenu, au fil du temps, pour Patrick, un moyen de mettre du beurre dans les épinards.

(1): Source: INSEE, novembre 2018.

Texte et photos
Jeanne de Butler et Manon Lombart-Brunel



Étudiants handicapés, la fac peut mieux faire



Aménagement des cours, mise à disposition d'assistants d'études : l'université améliore l'accueil de ses étudiants handicapés. Mais l'effort reste insuffisant au vu de leur nombre croissant.

Une poignée d'étudiants se sont réunis dans le hall de la faculté de mathématiques et d'informatique de l'Université de Strasbourg. Pour la seconde édition de la semaine du handicap qui se déroule du 17 au 21 février, un parcours atypique a été installé : des fauteuils roulants sont mis à la disposition des étudiants afin d'appréhender les difficultés auxquelles font face les personnes à mobilité réduite. Franchissement de porte, simillis d'une rue pavée, gravillons, marches à gravir... L'atelier rassemble les principaux obstacles qui existent dans le paysage urbain. Des étudiants se prêtent au jeu, avec plus ou moins d'aisance.

Assise dans son fauteuil électrique, Michella les observe. La jeune fille de 19 ans est présente cet après-midi pour échanger avec les étudiants sur sa situation. Bachelière en 2019, son accès à l'enseignement supérieur a été reporté d'une année. Après avoir effectué sa scolarité à Nancy, Michella intégrera la fac de lettres à Strasbourg seulement à partir de la rentrée prochaine. Elle a dû

adapter son projet d'études par rapport à son handicap : « Je voulais faire un BTS assistant d'éducation en alternance. Mais j'ai vite compris que ça allait être compliqué en passant des entretiens. C'est trop compliqué pour les entreprises. » Elle a repensé ses projets d'avenir : « Maintenant je veux faire bibliothécaire. J'ai hâte de commencer ! »

Des rythmes d'études aménagés

Organisée par l'Adem (Amicale des étudiants en mathématiques), cette semaine du handicap participe au long processus d'inclusion des étudiants à l'université. Des progrès notables ont été réalisés depuis l'adoption de la loi de 2005 sur les droits des personnes en situation de handicap. Des dispositifs facilitent l'accès aux études. Aménagements d'emploi du temps et des examens ou encore adaptation des supports de cours, l'université essaye de remédier aux situations difficiles.

Ces aménagements permettent à Christelle de poursuivre les études à son rythme. À 46 ans, son parcours universitaire

1,7%

des étudiants de l'Université de Strasbourg sont en situation de handicap.



Crédit / David Darbois

■ **Christelle Wehrlé, 46 ans, est en deuxième année master d'arts du spectacle et souffre d'une maladie auto-immune.**

a été bouleversé par son handicap. Elle accède à l'enseignement supérieur en 1997 en licence d'arts plastiques. Mais les études sont chaotiques, Christelle doit les interrompre à plusieurs reprises. Diagnostiquée porteuse d'une maladie auto-immune en 2007, elle bénéficie d'un étalement de ses études et valide sa première année de master en arts du spectacle en deux ans. Actuellement en deuxième année de master, la quadragénaire envisage de la réaliser en trois ans. « *Ma maladie me permet de travailler seulement 8 heures par semaine, indique-t-elle. Quand je me compare à mes copains de promo c'est plus dur pour moi. J'y arrive pas. Mon corps ne me le permet pas.* »

Adrien, étudiant en lettres modernes à l'Université de Strasbourg, a lui aussi bénéficié d'un accompagnement. Atteint d'une infirmité motrice cérébrale, il a validé ses années de licence en six ans. « *J'ai suivi un tutorat pédagogique. Durant les examens, je bénéficiais d'un tiers-temps* », détaille l'homme âgé 30 ans.

Plus de 1000 étudiants concernés

Favoriser l'accessibilité de ces étudiants, c'est le rôle du service universitaire Mission handicap. Pourtant, installé au rez-de-chaussée du bâtiment Le Platane sur le campus Esplanade,

ses locaux ne disposent pas d'une ouverture automatique des portes. « *Cette année on va dépasser les 1 000 étudiants pris en charge* », annonce Fabienne Rakitic, coordinatrice du service depuis 2009, date de sa création. À l'époque, la Mission handicap encadrait 143 étudiants. Depuis 2016, le nombre de personnes suivies a augmenté de 20% par an.

Ce « *tsunami* » s'explique en partie par l'augmentation du nombre d'étudiants. « *Le baby boom impacte notre activité. 90% des jeunes ont leur bac, donc ils viennent faire des études* », souligne-t-elle. Les handicaps sont aussi plus fréquemment diagnostiqués. « *Le début de l'autonomie et le fait de quitter le cocon familial font se développer des troubles psy chez certains. Ça explose quand ils arrivent à la fac* », constate Fabienne Rakitic. En revanche le nombre d'accompagnantes n'a pas suivi. Elles sont passées de deux temps plein en 2009 à trois et demi aujourd'hui et doivent traiter tous les dossiers. « *Si on voulait bien fonctionner, il faudrait qu'on soit un accompagnateur pour 100 étudiants* », résume la coordinatrice.

Indispensables assistants d'études

Le plein accès à l'Université reste cependant à réaliser. La situation de Titouan* l'illustre. L'étudiant en informatique est épaulé par Intissar Chikri, assistante d'étude. Ils sont 74 comme elle à suivre un étudiant qui a besoin d'une aide quotidienne sur le campus. Elle note que le rythme est inadapté à certains handicaps. Notamment celui de Titouan, en fauteuil roulant : « *En cours magistral les profs parlent trop vite, il ne peut pas écrire.* » La jeune femme l'accompagne depuis un an et demi. « *Je ne le connaissais pas du tout mais le fait que personne ne veuille l'aider ça me faisait mal au cœur* », raconte-t-elle. Elle lui fournit les cours, l'accompagne dans ses déplacements, lui ouvre les portes au besoin... Une activité rémunérée un quart du Smic pour une heure travaillée. « *Je dois compter combien de temps me prend chaque action, comme lui enlever son manteau par exemple* », détaille-t-elle. Le salaire n'est jamais le même à la fin du mois. Quand elle est absente, la jeune femme dit culpabiliser. « *En hiver, quand il fait froid et qu'il pleut, les gens passent à côté de lui et ne lui ouvrent pas la porte. Ça l'énerve énormément* », regrette Intissar Chikri. Elle se souvient de cette fois où Titouan était resté dans l'amphithéâtre, les lumières éteintes : « *Personne ne l'avait aidé à sortir. Il est resté là une dizaine de minutes.* »

L'abandon en cas d'obstacle insurmontable

La disponibilité d'un assistant d'étude peut décider de la poursuite ou de l'arrêt d'une formation. Carole l'a expérimenté à ses dépens. La femme de 26 ans souffre d'un handicap moteur et a besoin d'un accompagnement pour les gestes de la vie quotidienne. Elle a renoncé à se rendre en cours en 2014 et a essayé un cursus à distance. « *Je ne trouvais personne. J'ai demandé à Mission handicap de lancer un appel* », se souvient-elle. Manque de rigueur et absentéisme, les deux assistants d'études qui lui ont été proposés n'ont pas fait l'affaire. « *Avant d'arrêter, j'ai essayé de leur parler pour trouver une solution. Dans l'enseignement supérieur, on est lésé dès qu'on a une grande dépendance* », estime celle qui a définitivement abandonné ses études de droit.

* le prénom a été modifié

5,4

c'est la multiplication du nombre d'étudiants handicapés inscrits à l'Université de Strasbourg en 2018 par rapport à 2005.

Une difficile insertion sur le marché du travail

La loi Handicap de 2005 est fondamentale en matière d'inclusion. Elle crée une série de droits, dont l'obligation d'emploi des personnes handicapées. Or quinze ans après, elle n'est toujours pas pleinement respectée.

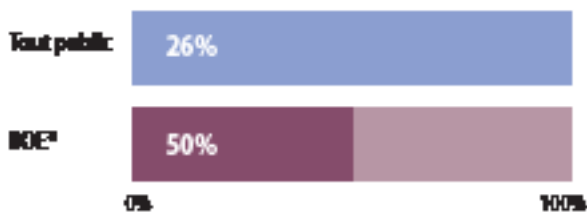
Le taux d'emploi est de 3,4 % dans le secteur privé et 5,5 % dans le secteur public alors que le quota légal est de 6 % pour toutes les administrations publiques et entreprises de plus de 20 salariés. À défaut, elles doivent payer une contribution et justifier d'actions en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap.

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) des personnes en situation de handicap

Tout public

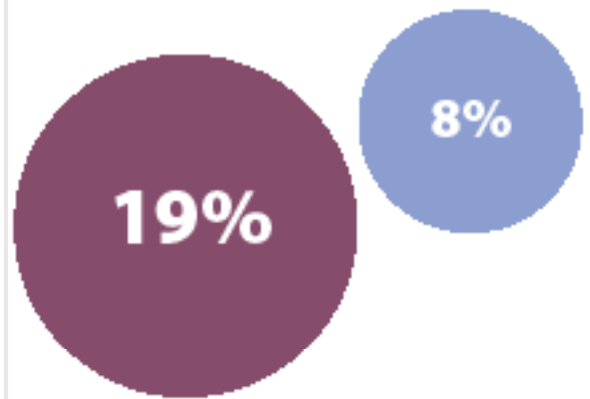
Des travailleurs handicapés plus âgés

Les demandeurs d'emploi 50 ans et +



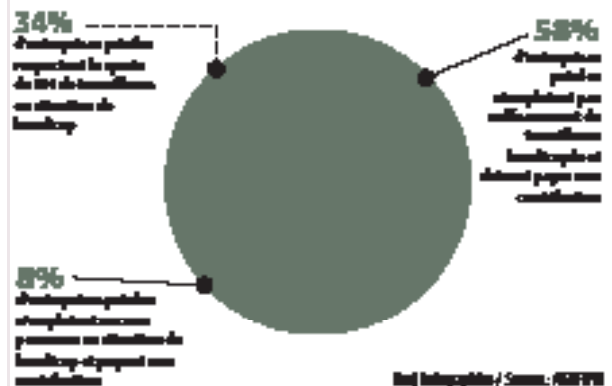
Infographie / Sources : ADEP

Taux de chômage en France en 2019



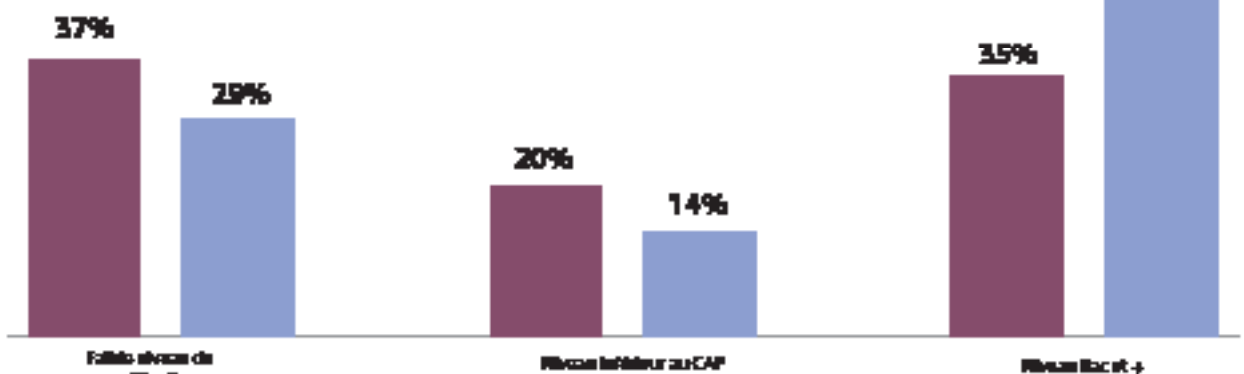
Infographie / Sources : ministère du Travail / ADEP

L'application de la loi de 2005 par les entreprises privées



Infographie / Sources : ADEP

Un niveau de formation inégalitaire parmi les demandeurs d'emplois



Infographie / Sources : ADEP

L'emploi de la stratégie

Dans un monde du travail parfois hostile, les travailleurs handicapés doivent redoubler d'efforts pour s'adapter et, quelquefois, cachent leur situation.

« La restauration me fait revivre », s'exclame Kévin. Le jeune homme de 32 ans est traumatisé crânien de la suite d'un accident survenu dans son enfance. Depuis octobre 2019, il travaille au sein de l'Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) Anne-Claire Staubes, à Schiltigheim. 33 heures par semaine, il s'affaire en cuisine : « Chaque matin, j'arrive le sourire aux lèvres jusqu'aux chevilles. » D'août 2009 à septembre 2018, Kévin, reconnu travailleur handicapé, faisait du ménage au Conseil de l'Europe pour le compte de la société ISS hygiène et prévention. « En deux heures, on devait nettoyer 40 bureaux. Ils ont vu mes difficultés mais ne comprenaient pas, regrette-t-il. Ils m'ont reproché ma lenteur et ma qualité de travail. » Sous la pression, le jeune homme s'est effondré psychologiquement et a dû être hospitalisé.

Après cette expérience, plus question de retourner en entreprise. Kevin a choisi de travailler dans un milieu protégé, au sein de l'un des sept ESAT de l'Eurométropole. Dans ces établissements médico-sociaux, l'accompagnement des travailleurs handicapés prime sur leur productivité. « Le niveau attendu en entreprise ordinaire est trop rapide », explique Isabelle Paulus, cheffe de service au sein de l'ESAT de Schiltigheim. « Cela nécessite des compétences qu'ils n'ont pas forcément. »

L'art de l'adaptation

Faute d'un environnement adapté, d'autres personnes gardent leur travail mais développent des stratégies pour pallier le handicap, à l'image de Caroline Sablayrolles, professeure de piano. À 42 ans, elle souffre d'une maladie qui lui a fait progressivement perdre la vue.

« Je me sers de mes pieds et de mon visage comme repères », explique-t-elle, je tâtonne sur les touches. » Elle utilise du matériel spécialisé : des loupes et des logiciels de synthèse vocale. Et réinvente sans cesse sa manière de



Madeleine Le Page / Cuej

jouer : utilisation de repères spatiaux, du toucher, apprentissage des partitions à l'oreille, du braille musical.

Ce n'est pas toujours évident. « C'est une histoire de déni. Quand j'étais jeune, je ne me rendais pas compte que je faisais des erreurs parce que je ne voyais pas. » Il lui faut « ranger son orgueil » et accepter. « La difficulté c'est de se projeter, se dire qu'on ne verra plus », confie-t-elle.

Loin de se décourager, elle fait de son handicap une force. « Il faut exploiter le physique au-delà des yeux », poursuit Caroline Sablayrolles. « J'utilise des techniques de non-voyants avec mes élèves et ça marche très bien. »

Des ajustements perpétuels que Daniel Bouffier a dû, lui aussi, effectuer. « Tout au long de la carrière, on met en place des stratégies. Mais au bout d'un moment elles tombent », constate le président du Groupement des intellectuels aveugles et amblyopes. Cet ancien responsable de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) de la région

Grand Est évoque des « sacrifices » et un « bricolage » à chaque étape de son parcours professionnel, au fur et à mesure qu'il perdait la vue. Un choix motivé par sa volonté de ne pas être réduit à son handicap : « Je voulais scotcher les gens. »

Masquer son handicap

La question du handicap se pose aussi au moment de l'entrée sur le marché du travail. Diplômée de l'École de management à Strasbourg, Emma, 21 ans, a multiplié les entretiens d'embauche en vue de décrocher une alternance dans les ressources humaines. C'est finalement au sein de l'équipe de la Mission handicap de l'Université qu'elle trouve une place. Pendant sa recherche, une question la taraudait : « Est ce que je précise mon handicap ou non sur mon CV ? » La jeune femme se montre astucieuse : « J'évite de le dire directement. Mais en entretien téléphonique je demande si le bâtiment est accessible au fauteuil roulant. » Emma en est persuadée : « Il n'y a pas de bonne solution, le parcours de chacun est très différent. Se déclarer soi-même handicapé, ce n'est pas facile à accepter. »

De peur d'être discriminés, ils sont nombreux à cacher leur situation aux employeurs. Cette stratégie est encore plus tentante pour ceux dont les handicaps ne se voient pas. Surdité, maladies psychiques et invalidantes, etc. forment 80% des handicaps.

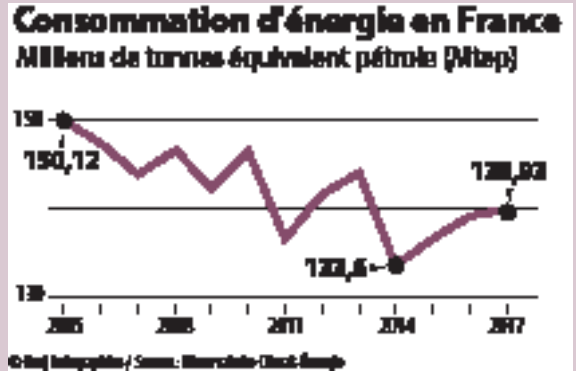
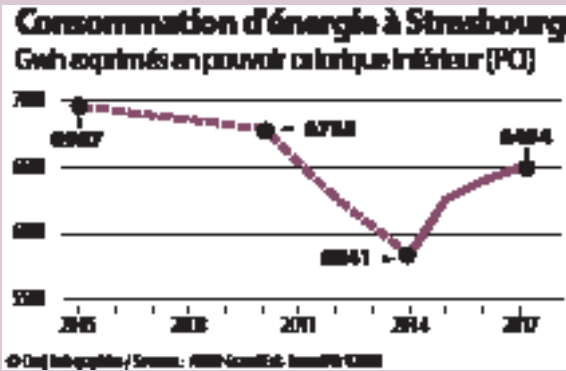
« Beaucoup ne veulent pas être reconnus comme travailleurs handicapés », constate Marie-Claude Lacogne, référente handicap à la Chambre de commerce et de l'industrie de Strasbourg. Résultat : une grande partie des handicapés passe sous les radars et à côté des dispositifs devant faciliter leur insertion et leur maintien dans l'emploi.

**Dossier réalisé par
David Darloy,
Loeiza Larvor,
Madeleine Le Page
et Leïna Magne**

8,9%

des demandeurs d'emploi sont handicapés, dans le Grand-Est.

La ville, encore trop énergivore

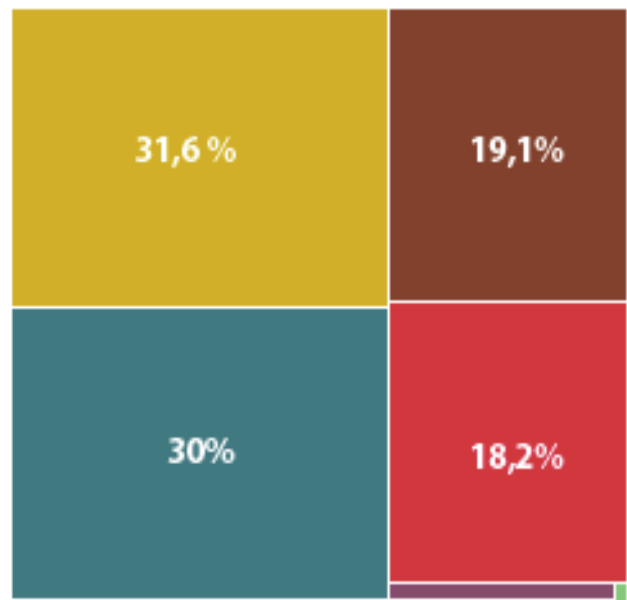


À Au cours de son ultime conseil municipal à la tête de Strasbourg, Roland Ries a dressé le bilan du Plan Climat 2020, voté en 2009.

À l'époque, trois objectifs ont été fixés par rapport à l'année 1990 : une réduction de 30% des gaz à effet de serre (GES), une augmentation à 20% minimum de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique strasbourgeois et une réduction de 30% de la consommation finale d'énergie.

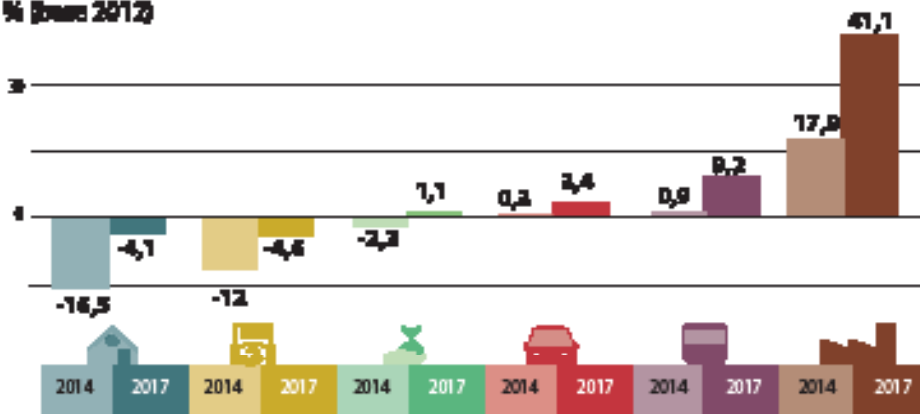
Huit ans plus tard, les résultats sont en demi-teinte. Les émissions de GES ont baissé de 20% et la couverture en énergie renouvelable a bien atteint son objectif de 20%. Bémol, la consommation d'énergie finale n'a baissé que de 3% ; soit dix fois moins qu'escompté. Elle est même repartie à la hausse depuis 2014, éloignant chaque jour la capitale alsacienne de ses ambitions.

Consommation d'énergie par secteur en 2017



Évolution de la consommation d'énergie par secteurs

En % (base 2012)



En 2017, la consommation d'énergie du secteur industriel à Strasbourg a été supérieure de 41,4% par rapport à 2012. L'année 2012 est utilisée comme référence parce qu'elle « présente un profil dans la moyenne 1996-2019 pour les degrés jours chauffage » (ATMO Grand Est). L'année 2014 a connu un hiver clément, ce qui explique la faible consommation d'énergie. Les données disponibles les plus récentes datent de 2017.

Enzo Dubesset
Lucas Jacque

Surveillants, pas que des pions

Aide aux enseignants et encadrement des élèves : les assistants ne voient pas leur rôle éducatif pleinement reconnu et peinent à concilier travail et études.

Au collège de la Meinau Lezay-Marnésia, le personnel mène un combat constant en faveur de l'égalité de traitement au sein de son équipe. Il y a un an, enseignants, CPE et personnel administratif ont prélevé 5 100 euros de leur prime REP+ pour les verser aux assistants d'éducation (AE) et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) de l'établissement.

Un geste réitéré le 4 février dernier, à hauteur de 2 300 euros. En effet, ces assistants ne touchent pas la prime propre aux réseaux d'éducation prioritaire REP et REP+, ces territoires qui bénéficient de moyens éducatifs supplémentaires pour pallier leurs difficultés sociales.

Les difficultés du métier

Une différence de traitement « *totale-ment aberrante* » aux yeux de Céline Balasse, professeure d'histoire-géographie à Lezay-Marnésia. Éconduite l'année dernière par le ministère de l'Éducation nationale, l'équipe du collège lui envoie depuis

début décembre une lettre par semaine pour demander une modification du statut des assistants d'éducation et un remboursement des versements effectués.

Une démarche soutenue par le syndicat Sud Éducation Alsace qui milite pour changer les textes qui excluent les assistants d'éducation du statut de personnel d'éducation, et ainsi des primes REP. Plus globalement, le syndicat revendique la création d'un statut de fonctionnaire pour cet emploi « *fait pour exister de manière permanente* » et qui recouvre « *des fonctions indispensables* ».

Du côté des assistants d'éducation, on souligne la difficulté du métier. Pauline* a passé deux années dans un collège de REP+. Trop prise par son travail, elle s'est complètement désinvestie de ses études.

En établissement hors REP+ quelques années plus tard, même difficulté. « *On commence à 7h40 et on finit à 18h10, on mange avec les jeunes, on n'a aucun moment pour se reposer* »,

se souvient-elle. Aujourd'hui elle a quitté l'Éducation nationale.

Nombreux dans les collèges comme dans les lycées, les assistants d'éducation « *assistent l'équipe éducative, notamment pour l'encadrement et la surveillance des élèves* », selon la définition du ministère.

Une mission au plus près des adolescents qui ne requière pourtant qu'un baccalauréat ou un diplôme équivalent et le passage d'un entretien fondé sur des mises en situation. Une fois embauché, l'assistant d'éducation touche le Smic et peut renouveler son CDD jusqu'à six ans. Des caractéristiques qui favorisent le recrutement d'étudiants. Entre fatigue physique ou mentale et difficulté à mener à bien ses études tout en travaillant, la réalité du terrain n'est pas toujours simple.

« *On court partout, tout le temps*, raconte Camille, 22 ans, qui travaille à temps plein dans un collège d'Illkirch. *Il y a tellement d'imprévis ! Il peut y avoir un malaise, des bagarres... Parfois tout sur un même créneau.* »

6

C'est le nombre de surveillants au collège Vauban.

Conciler travail et études

Pour de nombreux AE, réussir ses études est un second défi. Ludovic, 22 ans, a choisi de rester assistant à mi-temps en commençant son master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) en histoire-géographie.

Si son statut d'étudiant-salarié le dispense d'assister à tous ses cours, il se sent quand même pénalisé. « *On ne va pas te retirer ta bourse, mais il n'y a pas de prof qui va t'envoyer tes cours* », détaille-t-il. La fatigue accumulée sur la journée compromet le travail universitaire. « *C'était dur de trouver le temps de réviser et j'étais vraiment crevé quand j'avais boulot le matin et exams l'après-midi* », se souvient Gwendoline qui a travaillé pendant deux ans à mi-temps au collège Érasme.

Marion Henriet

*Le prénom a été modifié



Marion Henriet/CUEJ

■ Mégame est surveillante au collège Vauban. Elle suit une formation à distance pour devenir CPE.

Générateur de bulles

Éditeur, illustrateur, directeur artistique : Guy Pradel occupe un rôle central dans la communauté de la bande dessinée locale.



■ *Equinoxe est le onzième projet que Guy Pradel auto-édite. Tiré à 250 exemplaires, il se compose de 15 histoires hétéroclites.*

En pleine séance de dédicaces à la librairie strasbourgeoise Ça va Buller, Guy Pradel pose, souriant, en compagnie de trois des auteurs qu'il a réunis dans son nouvel ouvrage, *Equinoxe*. L'illustrateur de 31 ans originaire de Cherbourg vient tout juste de sortir le deuxième tome de son fanzine de plus de 200 pages. C'est sous le statut d'auto-éditeur que Guy Pradel a financé et dirigé la conception de cette œuvre réunissant 21 auteurs. « Ça crée une émulation de groupe et promeut le travail de personnes talentueuses qui n'ont pas de reconnaissance », glisse-t-il. Lola Félin, illustratrice strasbourgeoise exilée à Nantes a, elle aussi, été séduite par son travail. Ils devraient se lancer tous les deux dans la rédaction d'une bande dessinée qui devrait bientôt voir le jour. « Quand on veut faire des fanzines, c'est génial d'avoir quelqu'un d'aussi

fédérateur. J'avais du mal à aller vers les gens du monde de l'illustration, il m'a servi de guide. En plus de ça, il a un vrai talent pour le dessin de décors, de costumes. »

« C'est une locomotive »

Fédérateur, Guy Pradel l'était déjà lors de ses années à la Haute école des arts du Rhin (HEAR) dont il est sorti diplômé en 2014. C'est dans cet établissement que l'éditeur a commencé à entreprendre des travaux collectifs. « Il voulait toujours faire des projets à plusieurs », confie son ancien professeur d'enseignement artistique, Joseph Béhé. Il a aussi appris à y connaître d'autres artistes-illustrateurs de Strasbourg, où il s'est définitivement installé il y a six ans. Pour Florian Duchesne, « il sait très bien tisser des liens avec les autres. C'est une locomotive. Il arrive à porter un projet sur ses épaules. Je

suis pas certain qu'on aurait réussi à publier sans lui *Super Fourbi Géant*, un fanzine destiné à la jeunesse, fait de publications à construire soi-même ». Une fibre collective qui ne l'a jamais quitté, à l'image de son investissement dans l'association Central Vapeur.

Engagé contre la précarité

Directeur artistique de cette association, Guy Pradel côtoie beaucoup d'autres artistes de la bande dessinée. Une manière de promouvoir leurs créations lors d'un festival

organisé en mars et d'assurer le suivi des illustrateurs de l'agglomération strasbourgeoise. « *Le statut des auteurs est complètement merdique. Quand on est indépendant, il faut pouvoir assurer ses arrières* », lance Guy Pradel.

Comme beaucoup d'autres auteurs, il travaille en parallèle de son activité de bédéiste. Son métier d'animateur périscolaire à Haute-pierre lui permet de vivre tout en continuant de dessiner et d'éditer. S'il n'est pas impliqué en politique, il a conscience du chemin qui reste à parcourir pour que les auteurs soient mieux considérés. À Central Vapeur, Guy Pradel contribue donc à répondre aux questionnements des auteurs et à veiller sur les négociations des contrats avec les éditeurs. Là encore, relève son ancien professeur, « des personnes comme lui sont indispensables » pour rassembler des auteurs trop isolés face à la précarité de leur statut.

**Arthur Jean
Valentin Naturel**

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.

11 rue du Maréchal Juin
CS 10068
67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
<http://cuej.unistra.fr>
<http://cuej.info>

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Christophe Deleu

ENCADREMENT

Pascal Bastien
Émilie Coquard
Catherine Daudenhan
Alain Peter

RÉDACTEUR EN CHEF

Julien Lecot

ICONOGRAPHIE

Manon Lombart-Brunel

RÉALISATION

David Darloy
Jeanne De Butler
Héloïse Décarre
Enzo Dubesset
Inès Guiza
Marion Henriot
Lucas Jacque
Arthur Jean
Juliette Jonas
Loeiza Larvor
Lucas Lassalle
Madeleine Le Page
Julien Lecot
Manon Lombart-Brunel
Leina Magne
Valentin Naturel

PHOTO DE UNE

Madeleine Le Page

IMPRESSION

Imprimerie de l'Université de Strasbourg.
ISSN 2268-7602.